

**AFRISTAT**  
**OBSERVATOIRE ECONOMIQUE ET STATISTIQUE**  
**D'AFRIQUE SUBSAHARIENNE**

**ATELIER SUR L'AMELIORATION DE LA**  
**COMPARABILITE DES PIB**  
**DES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA**

**BAMAKO : 19 au 21 décembre 2001**

**POINTS SAILLANTS DE L'ATELIER**

## SOMMAIRE

	page
Les points saillants des discussions	3
Annexe I : plate-forme commune	7
Annexe II : grilles de passage par pays	10
Annexe III : déroulement des travaux	26
Annexe IV : discours d'ouverture	28
Annexe V : liste et coordonnées des participants	31

## **Points saillants de l'atelier sur l'amélioration de la Comparabilité des PIB** **des Etats membres de l'UEMOA**

### **Point n°1 : introduction**

Dans le cadre du sous-volet « amélioration de la comparabilité des PIB » des Etats membres de l'UEMOA, un atelier de finalisation des travaux techniques s'est tenu à Bamako les 19, 20 et 21 décembre 2001, dans la salle de conférence de l'hôtel MANDE. Ont participé à cet atelier des comptables nationaux et des prévisionnistes des huit Etats membres de l'UEMOA, ainsi qu'un représentant de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine. Les experts de la CEDEAO, de la BCEAO et du Bureau de Coopération Statistique d'EUROSTAT, invités, n'ont pu prendre part à la réunion. Les travaux ont été animés par les deux experts en comptabilité nationale, l'expert macroéconomiste et l'expert en statistiques d'entreprises d'AFRISTAT. L'expert informaticien - statisticien d'AFRISTAT a également apporté son appui. Le secrétariat de la réunion a été assuré par AFRISTAT. La liste complète des participants ainsi que leurs coordonnées figurent à l'annexe V.

La réunion a été financée par l'Union européenne à travers le contrat de subvention conclu entre la Commission de l'UEMOA et AFRISTAT pour la mise en œuvre des volets « comptabilité nationale », « secteur informel » et « prix en Guinée-Bissau » du Programme régional d'appui statistique à la surveillance multilatérale (PARSTAT).

M. Hubert GBOSSA, représentant le Directeur Général d'AFRISTAT, a souhaité la bienvenue aux participants et prononcé le discours d'ouverture des travaux. Ce discours figure à l'annexe IV. Le représentant de la Commission de l'UEMOA a ensuite rappelé l'importance que la Commission attache à ces travaux.

Le programme de travail a été discuté et adopté sans amendements. Il figure à l'annexe III.

### **Point n°2 : objectifs généraux**

L'élaboration des programmes et des indicateurs de convergence sur une base transparente, préalable à une surveillance multilatérale crédible, nécessite des statistiques harmonisées et fiables notamment en ce qui concerne les principaux agrégats macroéconomiques pour les années (n) et (n+1).

Il est notamment prévu de retenir le PIB comme variable devant entrer dans la détermination des nouveaux indicateurs. Or, les PIB prévisionnels actuels ne sont pas comparables d'un Etat à l'autre. Pour pallier cette faiblesse, la Commission de l'UEMOA, à travers le programme PARSTAT, a souhaité mener une étude portant sur l'amélioration de la comparabilité des PIB prévisionnels.

### **Point n°3 : travaux de la première phase**

Une première phase de cette étude s'était déroulée entre octobre 1998 et mars 1999. Elle avait contribué à l'harmonisation du champ des PIB et permis leur décomposition selon une nomenclature commune. Une équipe composée des deux experts en comptabilité nationale d'AFRISTAT et d'un consultant international en prévision macroéconomique avait effectué des missions circulaires dans toutes les capitales des Etats membres de l'UEMOA, sauf en Guinée-Bissau, en vue d'examiner les méthodes de prévision et d'élaboration des comptes économiques. A l'issue de ces missions, les consultants avaient élaboré des grilles de passage pour passer des PIB actuels à des PIB plus comparables. Les principaux résultats obtenus étaient :

- l'harmonisation du champ des PIB selon le Système de comptabilité nationale édition 1968 ;
- la décomposition des PIB selon une nomenclature commune ;
- des grilles de passage des PIB actuels aux PIB plus comparables ;
- les premiers résultats évaluant l'incidence de l'harmonisation du champ, par Etat.

Ces résultats avaient fait l'objet de deux réunions :

- une réunion des experts nationaux en février 1999 à Bamako qui avait permis d'affiner les résultats obtenus ;
- une réunion de validation regroupant les Directeurs généraux des Instituts nationaux de statistique et les Directeurs des Services de prévision tenue du 17 au 19 mars 1999 à Ouagadougou.

Cette dernière réunion avait pour objet la validation des travaux techniques. Y avaient participé, en plus des Directeurs généraux des Instituts nationaux de statistique et des Services de prévision, la Commission de l'UEMOA, la BCEAO, AFRISTAT, EUROSTAT et le FMI. Les Directeurs généraux avaient noté que les travaux menés pour des PIB plus comparables constituaient une avancée certaine mais qu'il demeurerait nécessaire de poursuivre les efforts pour tenir compte au mieux des différences entre les pays dans les méthodes d'élaboration des comptes nationaux. Ils ont donc demandé à la Commission de l'UEMOA de prendre les dispositions nécessaires pour poursuivre ces travaux au-delà de l'élargissement du champ.

### **Point n°4 : objectifs de la deuxième phase**

Aussi la Commission de l'UEMOA a-t-elle souhaité, dans une deuxième phase, approfondir le bilan diagnostic des processus d'élaboration des comptes nationaux et d'estimation des PIB prévisionnels. Ce diagnostic devait permettre d'une part, de procéder au rapprochement possible, à très court terme, des méthodes d'élaboration et d'estimation des comptes et, d'autre part, d'apprécier la qualité des données de base en vue d'élaborer un programme cohérent d'harmonisation des méthodes d'élaboration des comptes nationaux et des méthodes de prévision des PIB. Elle a bénéficié pour cela de l'appui technique d'AFRISTAT.

Elle souhaitait également qu'à l'occasion du rapprochement des méthodes, il soit procédé aux vérifications et aux corrections nécessaires dans les séries des agrégats obtenus lors de la première phase.

#### **Point n°5 : activités réalisées**

Les travaux ont été menés par une équipe composée des quatre experts d'AFRISTAT, de seize consultants nationaux et d'un expert régional en comptabilité nationale.

Cette équipe a établi un diagnostic sur les méthodes d'estimation des PIB (n) et (n+1) qui sont utilisés dans l'exercice de la surveillance multilatérale et sur les méthodes d'élaboration des comptes nationaux.

Au cours de missions circulaires réalisées entre avril et octobre 2001 dans les huit Etats membres de l'UEMOA, les experts ont procédé aux vérifications et corrections éventuellement nécessaires dans les séries existantes (celles présentées au cours du séminaire de validation de mars 1999), à l'examen des rapprochements possibles des méthodes d'élaboration des comptes nationaux, et à la mise au point des nouvelles grilles de passage entre les PIB actuels et les PIB plus comparables.

En matière de prévision, les experts ont réalisé la synthèse des bilans pays et identifié les méthodes à rapprocher à court ou moyen terme.

#### **Point n°6 : objectifs de l'atelier**

L'objectif de l'atelier était essentiellement de mettre au point les versions définitives des grilles de passage permettant de passer des PIB actuellement calculés par les Etats à des PIB plus comparables pouvant être légitimement utilisés par la Commission de l'UEMOA pour l'exercice de la surveillance multilatérale.

Il était donc demandé à chaque Etat de mettre au point ces grilles de passage intégrant autant que possible les corrections permettant de compenser certaines différences dans les méthodes d'élaboration des comptes.

Il était prévu une première analyse des résultats obtenus.

#### **Point n°7 : déroulement des travaux**

La première journée a permis de finaliser la version définitive de la plate-forme commune d'élaboration des comptes, de faire le point sur les corrections induites dans les différents Etats et sur l'état d'avancement des travaux de mise au point des nouvelles grilles de passage. Il est apparu que les experts nationaux avaient dans la plupart des cas réalisé les travaux qui leur avaient été demandés.

L'expert macroéconomiste d'AFRISTAT a fait le point sur les systèmes de prévision à court terme utilisés dans les différents Etats membres de l'UEMOA et sur les perspectives d'harmonisation.

Chaque délégation a ensuite poursuivi les travaux lui permettant de passer des PIB actuels aux PIB plus comparables. La plupart des délégations ont remis une version quasi-définitive de leurs travaux. Il apparaît cependant que la Guinée-Bissau ne produit pas actuellement des comptes suffisamment complets, de manière fiable, pour élaborer l'ensemble des tableaux nécessaires à la Commission de l'UEMOA. Des efforts particuliers devraient être entrepris pour assister les comptables nationaux bissau-guinéens dans leurs travaux d'élaboration des comptes.

Les tableaux de résultats ont été examinés et commentés.

### **Point n°8 : suite des travaux**

Il est demandé aux délégations qui n'ont pas terminé leurs travaux au cours de la réunion de le faire le plus rapidement possible. Les fichiers finalisés devront parvenir dès que possible à AFRISTAT par E-Mail, au plus tard le 31 janvier 2002.

Un rapport complet sera rédigé par AFRISTAT et transmis à la Commission de l'UEMOA, aux Instituts Nationaux de Statistique et aux Services de Prévision, ainsi qu'à la BCEAO. Une réunion finale est prévue pour examiner et valider les résultats des travaux.

### **Point n° 9 : remerciements**

Les participants à l'atelier renouvellent leurs félicitations à l'endroit de la Commission de l'UEMOA pour avoir pris l'initiative d'enclencher le processus d'amélioration de la comparabilité des PIB dans les Etats membres de l'UEMOA.

Ils tiennent à remercier la Direction Générale et tout le personnel d'AFRISTAT pour leur accueil chaleureux et les animateurs pour la qualité de leurs prestations.

## Programme PARSTAT : sous-volet « amélioration de la comparabilité des PIB »

### PLATE-FORME COMMUNE

La plate-forme commune retenue est fondée sur les méthodes qui sous-tendent habituellement les travaux de comptabilité nationale dans les Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA).

#### Acquis de la première phase :

La valorisation retenue pour la production, et donc pour la Valeur Ajoutée Brute (VAB) de chaque branche comprend les taxes sur les produits nettes des subventions, y compris les opérations de péréquations. Par contre, elle ne comprend pas la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) facturée.

Il a été retenu d'isoler la contribution du secteur informel à la VAB. Par contre, on ne cherchera pas à compenser les biais dus aux différences de méthodes d'évaluation du PIB du secteur informel.

Deux tableaux sont retenus pour présenter les comptes, respectivement à prix courants et à prix constants. Pour les prix constants, le choix de l'année de base de prix retenu par chaque Etat est conservé. La définition du contenu de ces deux tableaux est présenté ci-après :

#### *Tableau présentant le PIB par grandes branches économiques (tableau 1) :*

- définition des branches et grands secteurs marchands de l'activité économique :
  - secteur primaire
    - agriculture (NAEMA 01.1, 01.2, 01.3, 01.5 et 01.6)
    - élevage (NAEMA 01.4)
    - forêt, pêche, chasse, cueillette (NAEMA 01.7, 02 et B)
  - secteur secondaire
    - extraction (NAEMA C)
    - industries manufacturières (NAEMA D)
    - eau, électricité, gaz (NAEMA E)
    - bâtiment et travaux publics (NAEMA F)
  - secteur tertiaire marchand
    - commerce (NAEMA G)
    - transports et communications (NAEMA I)
    - banques et assurances (NAEMA J)
    - autres services, y compris hôtels, bars, restaurants (NAEMA H, K, M, N et O)

- les activités non marchandes : administrations publiques ou privées<sup>1</sup>, services domestiques (NAEMA L et P) font l'objet d'une évaluation séparée ;
- la Production Imputée de Services Bancaires (PISB) fait également l'objet d'une ligne spécifique ;
- compte tenu des conventions précédentes, les droits et taxes sur les produits entrant dans le calcul du PIB aux prix du marché doit comprendre :
  - les Droits et Taxes à l'Importation, y compris la TVA à l'importation ;
  - la TVA intérieure.

*Tableau présentant le PIB par grandes branches économiques (tableau 2) :*

Les opérations retenues pour les emplois du PIB sont les suivantes :

- consommation finale
  - consommation finale des ménages
  - consommation finale des administrations publiques
- formation brute de capital
  - formation brute de capital fixe
    - formation brute de capital fixe publique
    - formation brute de capital fixe privée
  - variations de stocks
- exportations
- importations

*Dispositions générales :*

- les loyers imputés sont intégrés dans le calcul du PIB ;
- l'auto-construction des ménages doit être prise en compte, explicitement ou implicitement ;
- la Consommation de Capital Fixe (CCF) des administrations est incluse dans le calcul de la production de ces administrations ;
- les opérations liées à l'aide extérieure (et notamment les salaires versés aux assistants techniques résidents) doivent être prises en compte.

Acquis de la deuxième phase :

- les productions agricoles sont comptabilisées en « production en cours » tout le long du processus de maturation, jusqu'au moment de la récolte ; compte tenu des calendriers culturaux des céréales en pays sahéliens (récolte essentiellement au cours du quatrième trimestre de l'année civile), cela implique concrètement d'affecter les résultats de la campagne n/n+1 à l'année civile n ;

---

<sup>1</sup> ONG, IPSBL

- il convient de porter une attention particulière à la couverture des administrations publiques : il s'agit non seulement de s'assurer que l'ensemble des unités relevant des administrations publiques sont bien présentes dans les comptes mais également qu'elles sont correctement prises en compte (notamment la contrepartie des transferts opérés par les administrations centrales au bénéfice de ces organismes).

### *Conclusions :*

Deux points doivent être notés :

- les grilles de passage ainsi définies peuvent modifier le niveau des PIB ;
- des travaux méthodologiques sont actuellement entrepris pour mettre au point des méthodes harmonisées d'élaboration des comptes de la nation, conformes au SCN 93 ; lorsque ces méthodes seront appliquées aux comptes définitifs et que les comptes prévisionnels s'appuieront sur ces résultats, il n'y aura plus besoin d'utiliser des grilles de passage, puisque les PIB calculés par les Etats seront directement comparables.

**Annexe II : Grilles de passage pour chaque pays**

## Grille de passage au Bénin

### Eléments ne modifiant pas le niveau du PIB :

Les VAB des branches comprennent la TVA intérieure. Pour arriver à la valorisation retenue, on retire des branches la TVA intérieure. La méthode utilisée consiste à répartir la TVA intérieure (connue par les impôts) entre les principales branches qui les paient et à la retirer de ces branches.

La part du secteur informel est isolée dans certaines branches mais pas dans d'autres, notamment les branches 11, 12, 312, 319, 36, 50, 60, 70, 83, 84, 85 et 86. La méthode utilisée pour l'isoler dans ces branches consiste à prendre des parts de la production pour les années connues et à utiliser la part moyenne pour les estimations et prévisions.

Table de correspondances entre les nomenclatures comptes définitifs, provisoires et prévisionnels) :

Nomenclature de la plate forme	Nomenclature des comptes nationaux
Agriculture	- agriculture (111 à 115)
Elevage	- élevage (121)
Forêt, pêche, chasse	- forêt (116) - pêche (122)
Extraction	- industries extractives (21 et 22)
Industries manufacturières	- industries alimentaires (311 - 319) - autres industries (32 à 36)
Eau, gaz, électricité	- énergie (42)
Bâtiments et travaux-publics	- BTP (50)
Commerce	- commerce (60)
Transports et communications	- transports et communications (70)
Banques et assurances	- banques et assurances (81 et 82)
Autres services	- autres services marchands (83, 84, 85, 86)
Services non marchands	- services non marchands (90 et 99)

### Eléments modifiant le niveau du PIB :

Concernant le coton, une correction a été effectuée pour ramener les résultats des campagnes agricoles n/n+1 de l'année n+1, tel que cela est fait dans les comptes actuels, vers l'année n, qui correspond à la période de récolte. En contrepartie, les variations de stocks ont été modifiées pour assurer l'équilibre.

La Consommation de Capital Fixe (CCF) des administrations a été intégrée dans le calcul de la production des administrations et de la consommation finale publique, à prix courants et aux prix de l'année de base.

## Grille de passage au Burkina Faso

### Éléments ne modifiant pas le niveau du PIB :

La part du secteur informel est isolée dans les branches dans les publications relatives aux comptes définitifs. Pour les autres comptes (provisoires et prévisionnels), on utilise la même structure.

### Table de correspondances entre les nomenclatures comptes définitifs) :

Nomenclature de la plate forme	Nomenclature des comptes nationaux
Agriculture	- agriculture
Elevage	- élevage
Forêt, pêche, chasse	- pêche, chasse et sylviculture
Extraction	- industrie extractive
Industries manufacturières	- industries manufacturières
Eau, gaz, électricité	- eau, gaz, électricité
Bâtiments et travaux-publics	- BTP
Commerce	- commerce
Transports et communications	- transports et communications
Banques et assurances	- banques et assurances
Autres services	- autres services
Services non marchands	- branches non marchandes

### Table de correspondances entre les nomenclatures (comptes prévisionnels) :

Nomenclature de la plate forme	Nomenclature des comptes nationaux
Agriculture	- 54 % de « secteur primaire »
Elevage	- 29 % de « secteur primaire »
Forêt, pêche, chasse	- 17 % de « secteur primaire »
Extraction	- industries extractives
Industries manufacturières	- 75 % de « secteur manufacturier » - 71 % des « industries traditionnelles »
Eau, gaz, électricité	- 25 % de « secteur manufacturier »
Bâtiments et travaux-publics	- BTP moderne - 29 % des « industries traditionnelles »
Commerce	- 43 % des « services »
Transports et communications	- 23 % des « services »
Banques et assurances	- 5 % des « services »
Autres services	- 29 % des « services »
Services non marchands	- administrations - IPSBL

### Éléments modifiant le niveau du PIB :

Les loyers imputés sont déjà intégrés dans le calcul du PIB.

Les comptes de certaines unités des administrations publiques ne sont pas retracés. Une correction doit donc être introduite pour redresser la production des administrations publiques (et la consommation finale publique) du montant des salaires versés par ces unités.

La Consommation de Capital Fixe (CCF) des administrations a été intégrée dans le calcul de la production des administrations et dans la consommation finale publique, à prix courants et aux prix de l'année de base.

## Grille de passage en Côte d'Ivoire

### Éléments ne modifiant pas le niveau du PIB :

La valorisation retenue pour la production, et donc pour la Valeur Ajoutée Brute (VAB) comprend les taxes sur les produits nettes des subventions, y compris les opérations de péréquation, et Taxes sur la Valeur Ajoutée (TVA) facturée. La TVA a été estimée à partir des taux théoriques par produit et ajustée pour coïncider avec le montant effectivement perçu par l'administration.

La part du secteur informel dans la valeur ajoutée des branches n'étant pas isolée, on utilise des coefficients indiquant la part des entrepreneurs individuels dans la production pour faire ressortir le secteur informel.

### Table de correspondances entre les nomenclatures (comptes définitifs) :

Nomenclature de la plate forme	Nomenclature des comptes nationaux
Agriculture	- 93 % de l'agriculture vivrière (br 01) - agriculture pour l'industrie ou l'exportation (br 02)
Elevage	- 6,3% de l'agriculture vivrière (br 01)
Forêt, pêche, chasse	- sylviculture et exploitation forestière (br 03) - pêche (br 04) - 0,7 % de l'agriculture vivrière (br 01)
Extraction	- industries extractives (br 05)
Industries manufacturières	- totalité des branches 06 à 21
Eau, gaz, électricité	- électricité, gaz et eau (br 22)
Bâtiments et travaux-publics	- bâtiments – travaux – publics (br 23)
Commerce	- commerce (br 27)
Transports et communications	- transports et communications (br 24)
Banques et assurances	- services bancaires (br 28) - services d'assurance (br 30)
Autres services	- location et gestion de bâtiments (br 25) - autres services (br 26)
Services non marchands	- services des administrations publiques (br 31) - services des administrations privées (br 32) - services domestiques (br 33)
PISB	- pisb (br 29)

Table de correspondances entre les nomenclatures (comptes prévisionnels) :

Nomenclature de la plate forme	Nomenclature des comptes nationaux
Agriculture	- partie « agriculture » de « agric. vivrière, élevage, chasse » - agriculture d'exportation
Elevage	- partie « élevage » de « agric. vivrière, élevage, chasse »
Forêt, pêche, chasse	- partie « chasse » de « agric. vivrière, élevage, chasse » - sylviculture - pêche
Extraction	- extraction minière
Industries manufacturières	- industries agro-alimentaires - produits pétroliers - autres industries
Eau, gaz, électricité	- électricité, gaz et eau
Bâtiments et travaux-publics	- BTP
Commerce	- commerce intérieur - commerce à l'export
Transports et communications	- transports, communications
Banques et assurances	- 30,7 % de « services »
Autres services	- 69,3 % de « services »
Services non marchands	- services des APU - services des APRI - services entre ménages

#### Éléments modifiant le niveau du PIB :

Une correction a été introduite pour assurer que la production de café marchand soit bien comptabilisée dans la bonne période.

Les loyers imputés ne sont pas intégrés dans le calcul du PIB actuel. Ils ont été estimés à partir d'informations sur les types d'habitat (à partir de l'enquête DSA de 1993) et sur les loyers réels.

La Consommation de Capital Fixe (CCF) des administrations a été intégrée dans le calcul de la production des administrations et dans la consommation finale publique, à prix courants et aux prix de l'année de base.

## Grille de passage en Guinée-Bissau

### Éléments ne modifiant pas le niveau du PIB :

La part du secteur informel dans la valeur ajoutée des branches n'est pas évaluée. Des clés de répartitions basées sur les connaissances des experts ont été provisoirement retenus.

### Table de correspondances entre les nomenclatures

Nomenclature de la plate forme	Nomenclature des comptes nationaux
Agriculture	- 73,9 % de agricultura, pesca et floresta
Elevage	- 14,2 % de agricultura, pesca et floresta
Forêt, pêche, chasse	- 11,9 % de agricultura, pesca et floresta
Extraction	- 0,1 % de industria
Industries manufacturières	- 83,4 % de industria
Eau, gaz, électricité	- 16,5 % de industria
Bâtiments et travaux-publics	- construção
Commerce	- % de comercio, restaurantes e hotels
Transports et communications	- transporte e telecomunicações
Banques et assurances	- 57,1 % de banco, seguros e outros serviços
Autres services	- 42,9 % de banco, seguros e outros serviços - % de comercio, restaurantes e hotels
Services non marchands	- administração publica

Les tableaux détaillés des comptes permettent de déterminer les coefficients de partage nécessaires pour établir la correspondance entre les nomenclatures.

La PISB n'est pas évaluée. Du fait qu'il n'existe que deux banques commerciales en Guinée-Bissau, on peut chercher à obtenir directement auprès de ces établissements les informations sur les intérêts reçus et versés. La banque centrale doit également être en mesure de fournir l'information.

### Éléments modifiant le niveau du PIB :

Les loyers imputés ne sont pas intégrés dans le calcul du PIB actuel. Ils ont été estimés à partir de la dernière enquête budget – consommation auprès des ménages. Une correction de même montant a été introduite au niveau de la consommation finale des ménages.

Une correction est introduite pour mieux prendre en compte l'assistance technique extérieure.

La Consommation de Capital Fixe (CCF) des administrations a été intégrée dans le calcul de la production des administrations et de la consommation finale publique, à prix courants et aux prix de l'année de base.

## Grille de passage au Mali

### Éléments ne modifiant pas le niveau du PIB :

Pour toutes les branches, la production est ventilée entre le secteur moderne et le secteur traditionnel. Le secteur informel peut être assimilé au secteur traditionnel, sauf dans certains cas (secteur encadré dans l'agriculture, considéré comme « moderne ») où des redressements sont opérés.

Table de correspondances entre les nomenclatures (comptes définitifs et prévisionnels) :

Nomenclature de la plate forme	Nomenclature des comptes nationaux
Agriculture	- agriculture
Elevage	- élevage
Forêt, pêche, chasse	- pêche - sylviculture et cueillette
Extraction	- extraction
Industries manufacturières	- agroalimentaire, boissons, tabacs - textiles - autres branches manufacturières
Eau, gaz, électricité	- électricité et eau
Bâtiments et travaux-publics	- bâtiments et travaux-publics
Commerce	- commerce
Transports et communications	- transports et communications
Banques et assurances	- services financiers
Autres services	- autres services marchands non financiers
Services non marchands	- services non marchands

Ce n'est qu'à partir de 1994 que la TVA a été introduite au Mali. C'est à partir des comptes de cette date qu'on doit l'isoler et la retirer de la valeur ajoutée des branches pour la réintroduire au niveau de la ligne « DTI + TVA ».

### Éléments modifiant le niveau du PIB :

Concernant les céréales, une correction a été effectuée pour ramener les résultats des campagnes agricoles n/n+1 de l'année n+1, tel que cela est fait dans les comptes actuels, vers l'année n, qui correspond à la période de récolte. En contrepartie, les variations de stocks ont été modifiées pour assurer l'équilibre.

Les loyers imputés ne sont pas intégrés dans le calcul du PIB actuel. Ils ont été estimés à partir de la dernière enquête budget – consommation auprès des ménages.

La Consommation de Capital Fixe (CCF) des administrations a été intégrée dans le calcul de la production des administrations et de la consommation finale publique, à prix courants et aux prix de l'année de base.

## Grille de passage au Niger

### Éléments ne modifiant pas le niveau du PIB :

La valorisation retenue pour la production, et donc pour la Valeur Ajoutée Brute (VAB) comprend les taxes sur les produits nettes des subventions, y compris les opérations de péréquation, et Taxes sur la Valeur Ajoutée (TVA) facturée. La TVA a été estimée à partir des taux théoriques par produit et ajustée pour coïncider avec le montant effectivement perçu par l'administration.

### Table de correspondances entre les nomenclatures (comptes définitifs) :

Nomenclature de la plate forme	Nomenclature des comptes nationaux
Agriculture	Agriculture
Elevage	Elevage
Forêt, pêche, chasse	Forêt, pêche, chasse
Extraction	Extraction
Industries manufacturières	Industries manufacturières
Eau, gaz, électricité	Eau, gaz, électricité
Bâtiments et travaux-publics	Bâtiments et travaux-publics
Commerce	Commerce, Hôtels bars et restaurants
Transports et communications	Transports et communications
Banques et assurances	Banques et assurances
Autres services	Autres services
Services non marchands	Services non marchands

Table de correspondances entre les nomenclatures (comptes prévisionnels) :

Nomenclature de la plate forme	Nomenclature des comptes nationaux
Agriculture	- Informel – agriculture
Elevage	- Informel – élevage
Forêt, pêche, chasse	- Informel - forêt, pêche
Extraction	- Moderne – mines + 2% de Informel
Industries manufacturières	- 15 % de Informel – autres secteurs - 30 % de Moderne – électricité, industries
Eau, gaz, électricité	- 70 % de Moderne – électricité, industries
Bâtiments et travaux publics	- 3 % de Informel – autres secteurs - Moderne - BTP
Commerce	- 43 % de Informel – autres secteurs - 58 % Moderne - commerce et transports
Transports et communications	- 11 % de Informel – autres secteurs - 42 % Moderne - commerce et transports
Banques et assurances	- 60 % de Moderne – autres services
Autres services	- 26 % de Informel – autres secteurs - 24 % de Moderne – autres services
Services non marchands	- Moderne - administration publique - 44 % de Moderne – autres services

[Éléments modifiant le niveau du PIB :](#)

Les loyers imputés sont déjà intégrés au calcul du PIB actuel.

La Consommation de Capital Fixe (CCF) des administrations est déjà évaluée dans les comptes actuels, mais selon un mode de calcul différent de celui retenu pour la plate-forme. Une correction est introduite en conséquence.

## Grille de passage au Sénégal

### Éléments ne modifiant pas le niveau du PIB :

Table de correspondances entre les nomenclatures (comptes définitifs et prévisionnels) :

Nomenclature de la plate forme	Nomenclature des comptes nationaux
Agriculture	- agriculture
Elevage	- élevage
Forêt, pêche, chasse	- pêche - forêt
Extraction	- industries extractives
Industries manufacturières	- huileries - autres industries
Eau, gaz, électricité	- énergie
Bâtiments et travaux-publics	- BTP
Commerce	- commerce
Transports et communications	- transports et communications
Banques et assurances	- 3% de « autres services »
Autres services	- 97% de « autres services »
Services non marchands	- ménages - administrations

La PISB n'étant pas évaluée dans les comptes actuels, elle a fait l'objet d'une estimation, à partir des intérêts perçus et versés par les banques, connus par ailleurs. Pour les comptes prévisionnels, on a utilisé le ratio PISB / production totale des « banques et assurances » calculé à partir des comptes définitifs.

### Éléments modifiant le niveau du PIB :

Concernant l'ensemble des productions agricoles (sauf les fruits et légumes, le manioc, les pastèques et la tomate industrielle), une correction a été effectuée pour ramener les résultats des campagnes agricoles n/n+1 de l'année n+1, tel que cela est fait dans les comptes actuels, vers l'année n, qui correspond à la période de récolte. En contrepartie, les variations de stocks ont été modifiées pour assurer l'équilibre.

Les loyers imputés sont déjà intégrés au calcul du PIB actuel.

La valeur ajoutée de l'administration ne prenait pas en compte les salaires versés aux assistants techniques. On a donc rajouté ces salaires, estimés à 75% du montant de la coopération internationale en Balance des Paiements.

La Consommation de Capital Fixe (CCF) des administrations a été intégrée dans le calcul de la production des administrations et dans la consommation finale publique, à prix courants et aux prix de l'année de base.

## Grille de passage au Togo

### Éléments ne modifiant pas le niveau du PIB :

La valorisation retenue pour la production, et donc pour la Valeur Ajoutée Brute (VAB) n'est pas celle retenue dans la plate forme : il y a nécessité d'extraire la TVA intérieure facturée selon une clé de répartition à définir.

La part du secteur informel n'est pas isolée dans les branches. A partir des éclatements disponibles pour les années antérieures, il sera procédé à la projection à l'aide des taux d'évolution ou des proportions à rechercher.

### Table de correspondances entre les nomenclatures

Nomenclature de la plate forme	Nomenclature des comptes nationaux
Agriculture	- produits vivriers - cultures d'exportation
Elevage	- élevage= partie de autre secteur primaire
Forêt, pêche, chasse	- forêt, pêche= partie de autre secteur primaire
Extraction	- extraction
Industries manufacturières	- industries manufacturières
Eau, gaz, électricité	- eau, gaz, électricité
Bâtiments et travaux-publics	- BTP
Commerce	- partie de commerce, hôtels, bars, restaurants
Transports et communications	- transports et communications
Banques et assurances	- partie de autres services
Autres services	- autres services moins : - services domestiques - banques et assurances - partie de commerce, hôtels, bars, restaurants
Services non marchands	- branches non marchandes - « services domestiques » partie des « autres services »

### Éléments modifiant le niveau du PIB :

Les loyers imputés ne sont pas intégrés dans le calcul du PIB actuel. Ils ont été estimés à partir de la dernière enquête budget – consommation auprès des ménages.

La Consommation de Capital Fixe (CCF) des administrations a été intégrée dans le calcul de la production des administrations et dans la consommation finale publique, à prix courants et aux prix de l'année de base.

**Annexe III : déroulement des travaux**



**Annexe IV : discours d'ouverture**

## Discours d'ouverture

Prononcé par Monsieur Hubert GBOSSA,  
Coordonnateur du Département des études et synthèses économiques,  
assurant l'interim du Directeur Général d'AFRISTAT

Madame et Messieurs les délégués des Etats membres d'AFRISTAT,  
Monsieur le Représentant de la Commission de l'Union Economique et Monétaire  
Ouest Africaine (UEMOA),

Messieurs les experts,  
Mesdames, Messieurs,

Je voudrais, au nom de Monsieur le Directeur Général d'AFRISTAT, souhaiter la bienvenue à Bamako à l'ensemble des délégations conviées, trois jours durant, à cette avant dernière réunion sur les PIB plus comparables qui sont un élément du programme PARSTAT.

Je voudrais vous rappeler que les actions du PARSTAT dont AFRISTAT a la charge comprennent trois volets à savoir : l'enquête informelle en milieu urbain, le projet prix pour la Guinée-Bissau et enfin le volet qui comprend deux éléments que sont la rénovation des comptes nationaux dans les Etats de l'UEMOA et la phase 2 des PIB plus comparables pour aider à court terme au calcul des critères de convergence dans le cadre des travaux de la surveillance multilatérale de l'UEMOA.

Les travaux relatifs aux trois volets ont démarré en avril 2001. Ainsi pour l'enquête informelle en milieu urbain, les opérations sont en cours dans quatre Etats : le Bénin, le Burkina Faso, le Mali et le Togo. La Côte d'Ivoire, le Niger et le Sénégal leur emboîteront ensuite le pas. Le projet prix pour la Guinée Bissau est en cours avec les opérations de relevé des prix ainsi que les préparatifs de l'enquête ménage. Quant aux travaux de comptabilité nationale, trois Etats à savoir le Bénin, le Burkina Faso et le Sénégal ont commencé les travaux d'implantation du module ERETES depuis le mois d'avril 2001. Le Niger a commencé en novembre et le Togo est attendu pour le mois de février 2002. La Côte d'Ivoire et le Mali qui ont commencé ces mêmes travaux avant le démarrage du programme PARSTAT, se trouvent à un niveau plus avancé. S'agissant des PIB plus comparables, la phase une des travaux nous avait permis d'harmoniser les structures des PIB ainsi que leur contenu. L'importance que revêt la comparabilité pour les Etats et pour l'Union a nécessité cette deuxième phase consacrée en particulier à un rapprochement des méthodes d'élaboration des PIB.

La présente réunion de travail vise donc le rapprochement des méthodes d'élaboration des PIB comme déjà mentionné. Des missions d'AFRISTAT ont fait le tour des Etats Membres et les consultants recrutés sur ce projet ont eu l'occasion de définir avec ces missions les domaines qui méritaient des ajustements ainsi que la manière de conduire ces ajustements. Il s'agit pour vous de finaliser ces travaux, de vous assurer de leur cohérence et de faire des simulations et comparaisons entre Etats membres. Une fois la robustesse de ce travail établie, il sera procédé à une validation des PIB par les Etats au cours d'une réunion que la Commission de l'UEMOA organisera à Ouagadougou à l'intention des Directeurs des INS et des services de prévisions. A partir de ce moment, la Commission de l'UEMOA procédera à ses calculs de critères de convergence en utilisant les nouvelles séries de PIB plus comparables. Entre-temps, une stratégie a été étudiée pour faire converger à terme les méthodes de projection des PIB plus comparables vers des prévisions économiques à court terme elles-mêmes plus comparables.

Mesdames, Messieurs,

Vous comprenez donc l'importance du travail qui vous est confié ainsi que son caractère urgent. Vous êtes aussi, dans le domaine, des pionniers car cette expérience des Etats membres de l'UEMOA servira probablement d'exemple pour les Etats de la CEMAC et ceux de la CEDEAO. S'agissant de la CEMAC, il existe un Programme Statistique Biennal (PSB) qui prévoit en plus des indices harmonisés des prix à la consommation, un programme de rénovation des comptes nationaux avec à la clé à court terme, les PIB plus comparables pour les besoins de la surveillance multilatérale. Au sein de la CEDEAO il existe un projet similaire, le programme statistique de la CEDEAO (ECOSTAT). Dans ce cadre et très récemment, une mission d'AFRISTAT a fait le point de l'existant dans les Etats de la CEDEAO non membres de l'UEMOA pour le compte de la CEDEAO. Des propositions ont été faites pour que l'harmonisation des PIB se fasse au niveau de tous les Etats membres de la CEDEAO. Vous serez probablement bientôt sollicités pour faire un travail semblable mais dans un cadre plus élargi.

Mesdames, Messieurs,

Ce tour d'horizon rapide sur les programmes en cours d'exécution et ceux à venir vous aura permis, j'ose l'espérer, de mieux comprendre l'état d'exécution de notre programme et de mieux situer le cadre de la présente réunion de travail. On retiendra sur les points prévus à cette réunion de travail, un achèvement des grilles correctrices à mettre au point pour assurer une meilleure comparabilité des PIB tant du point de vue de leur structure, de leur contenu que des méthodes qui sous-tendent leur élaboration et un accord sur la stratégie de rapprochement des méthodes de prévision à proposer à la réunion des Directeurs Généraux à Ouagadougou. Les PIB attendus seront mis à disposition par le moyen de fichiers transparents en matière de transmission de données et un protocole clair de mise à jour pour assurer une compréhension facile de leur contenu et une utilisation continue à la satisfaction de la Commission de l'UEMOA. Dans un tel exercice l'occasion nous sera sûrement aussi donnée de nous enrichir de l'expérience des uns et des autres.

Mesdames, Messieurs,

Comme vous pouvez le remarquer, une tâche ardue mais exaltante nous attend. Je suis sûr qu'en conjuguant nos compétences, nous parviendrons ensemble aux objectifs que nous nous sommes fixés.

Je souhaite au nom du Directeur Général d'AFRISTAT, plein succès à nos travaux et déclare ouverte la dernière réunion technique de travail sur la mise au point des PIB plus comparables dans les Etats membres de l'UEMOA.

Je vous remercie.

**Annexe V : liste et coordonnées des participants**